



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 30 – 22 septembre 2023

## Sommaire

### Fait marquant

- Le Premier ministre Rishi Sunak fait marche arrière sur certains engagements climatiques

### Climat & Energie

- Le gouvernement cherche des investisseurs pour construire la centrale nucléaire de Sizewell C
- La North Sea Transition Authority délivre 21 permis d'exploitation de sites de stockage de carbone

### Environnement

- La Chambre des Lords critique à nouveau le gouvernement sur sa gestion de la crise des « eaux usées »
- L'application de la nouvelle règle du « gain net de biodiversité » dans la promotion immobilière devrait permettre de rendre à la nature 15 000 hectares par an

### Industrie

- Le gouvernement accorde une subvention de 500M£ à Tata Steel pour la modernisation du site de Port Talbot

- Les constructeurs automobiles appellent à la mise en place d'incitations fiscales à l'achat de véhicules électriques par des particuliers

## Transports

- Le gouvernement envisage de réduire la longueur du projet de ligne à grande vitesse HS2
- Le gouvernement signe un contrat à long-terme avec *Avanti* pour l'exploitation de trains intercitys

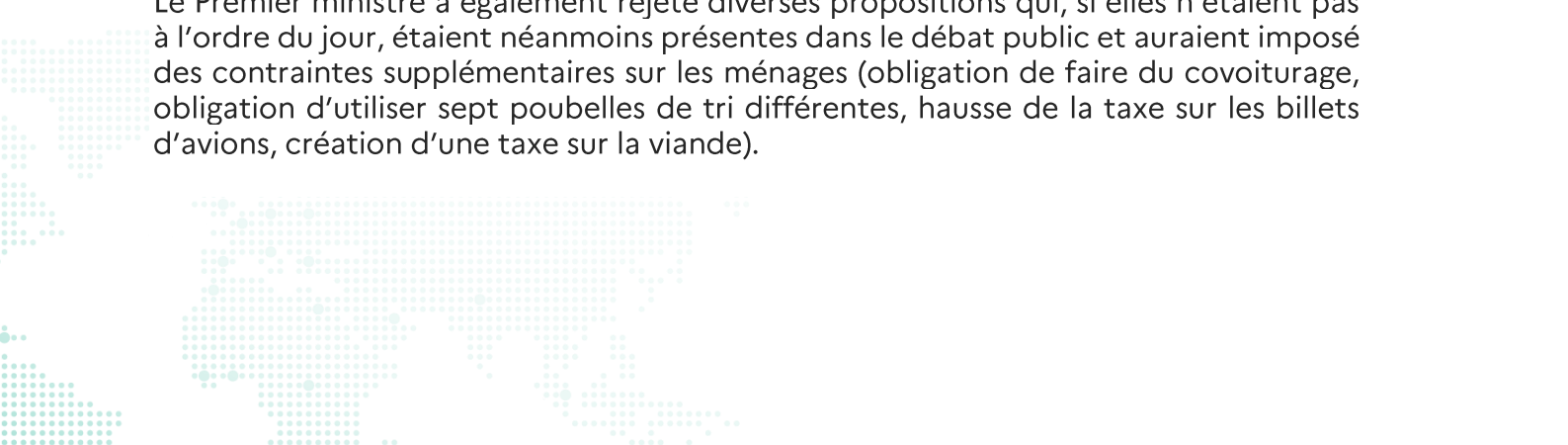
## Fait marquant

### Le Premier ministre Rishi Sunak fait marche arrière sur certains engagements climatiques

Dans une [conférence de presse](#) organisée le jeudi 20 septembre, le Premier ministre Rishi Sunak a annoncé une nouvelle « *approche plus pragmatique, plus proportionnée* » de la transition *Net Zero* qui « *n'impose pas de contraintes disproportionnées aux familles britanniques* ».

Il a notamment repoussé de 2030 à 2035 la fin de vente des véhicules, sans toutefois abandonner l'assignation d'objectifs annuels aux constructeurs (*ZEV mandate*), qui doivent débuter en 2024 et permettront d'atteindre une part de 80 % de véhicules électriques dans les ventes de véhicules neufs d'ici 2030. Il a également assoupli sa politique de décarbonation des logements en reportant à 2035 la fin de vente des chaudières au gaz, fioul ou charbon, tout en prévoyant une dérogation pour ceux qui ne disposeraient pas d'une alternative sûre. Il a confirmé l'abandon des obligations de rénovation énergétique des logements imposés aux propriétaires. Enfin, le montant de l'aide gouvernementale pour l'achat de pompes à chaleur, qui peut aller jusqu'à 6 000 £, sera porté à 7 500 £, sans précision toutefois sur une éventuelle hausse de l'enveloppe budgétaire qui s'y rattache.

Le Premier ministre a également rejeté diverses propositions qui, si elles n'étaient pas à l'ordre du jour, étaient néanmoins présentes dans le débat public et auraient imposé des contraintes supplémentaires sur les ménages (obligation de faire du covoiturage, obligation d'utiliser sept poubelles de tri différentes, hausse de la taxe sur les billets d'avions, création d'une taxe sur la viande).




Enfin, le Premier ministre a annoncé une réforme à venir des règles de planification du réseau électrique afin d'accélérer la mise en service de projets renouvelables, et souligné la place de leader de l'industrie britannique dans plusieurs secteurs clés de la transition, tels que l'éolien en mer, le nucléaire ou la capture et le stockage du carbone. Il a aussi confirmé le lancement d'un appel à manifestation d'intérêts pour le financement de la nouvelle centrale nucléaire de Sizewell C.

Ces annonces ont suscité de fortes critiques au sein de la classe politique, notamment au sein du parti conservateur. Les entreprises ont également critiqué un nouveau revirement sur la politique climatique du gouvernement qui met en danger la capacité du Royaume-Uni à attirer les investissements nécessaires à la transition énergétique. Plus de 400 dirigeants de grandes entreprises ont adressé une lettre demandant au Premier ministre de revenir sur ses annonces et alertant sur les risques d'une fuite des investissements faute d'ambition et d'engagement du gouvernement. *Make UK* (syndicat des entreprises manufacturières) perçoit ce revirement comme un « revers d'envergure » et « un retour en arrière ». Le SMMT (*Society of Motor Manufacturers and Traders*), premier syndicat du secteur automobile, s'est dit particulièrement inquiet de la « confusion et de l'incertitude » créées par le report à 2035 de la fin de vente des véhicules thermiques qui risque de retarder les achats de véhicules électriques par les consommateurs alors que leur coût reste élevé et que les infrastructures de recharge sont encore insuffisamment déployées.

## Le chiffre de la semaine

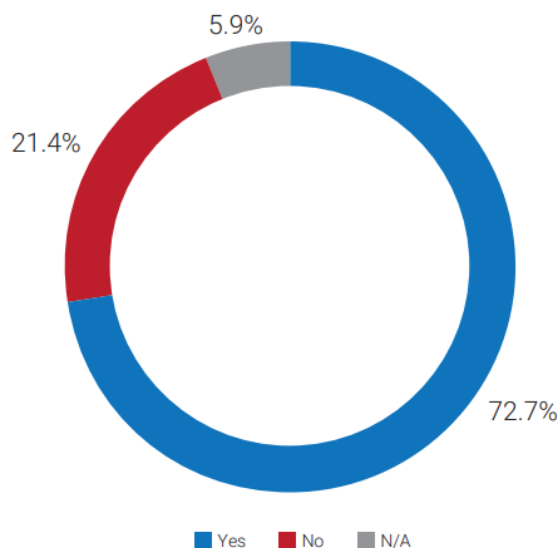
8 Md £

Selon [Energy and Climate Intelligence Unit](#), c'est le coût pour la facture énergétique des ménages britanniques de la décision du Premier ministre Rishi Sunak d'abandonner les obligations de rénovation énergétique imposés aux propriétaires bailleurs. Ces derniers devaient en effet rénover leurs biens de façon à atteindre la classe C en 2025 pour les nouveaux contrats et en 2028 pour les contrats existants.





## Le graphique de la semaine



Selon la dernière étude trimestrielle de *Make UK*, syndicat représentant les industries manufacturières britanniques, une large majorité d'entreprises industrielles (72,7%) estime que les incitations à l'implantation de sites industriels dans d'autres grands pays industrialisés tend à décourager l'investissement au Royaume-Uni.

## Climat & Energie

**Flash** – [EDF Renewables](#) a obtenu l'autorisation de développer son troisième site de stockage d'électricité au Royaume-Uni (57 MW/117 MWh) à Braintree (Essex), situé à proximité de plusieurs fermes solaires.

**Flash** – Le comité de planification du comté de Carmarthenshire (Sud du Pays de Galles) a rejeté la demande de réouverture et d'extension de la [mine de charbon de Glan Lash](#). Ce projet porté par l'entreprise *Bryn Bach Coal Ltd* devait extraire 95 000 tonnes de charbon.

**Le gouvernement cherche des investisseurs pour construire la centrale nucléaire de Sizewell C**

Le gouvernement a lancé ce lundi un [appel à manifestation d'intérêt](#) à l'attention des investisseurs privés pour boucler le financement de la construction de la nouvelle centrale nucléaire de Sizewell C. Le ministère chargé de l'énergie a précisé rechercher des partenaires fiables et disposant déjà d'une solide expérience dans la construction d'infrastructures d'envergure.

## La North Sea Transition Authority délivre 21 permis d'exploitation de sites de stockage de carbone

La [North Sea Transition Authority](#) a délivré 21 permis d'exploitation de sites de stockage de carbone en Mer de Nord, au terme de son premier appel à projet en la matière. 14 entreprises ont reçu un permis (Shell, BP, ENI, Perenco, etc.) pour exploiter des sites au large du Norfolk (Bacton Energy Hub), de Teeside, Liverpool et Aberdeen. Si ces 21 permis devraient permettre de stocker 30 MtCO<sub>2</sub>e (soit un peu moins 10 % des émissions annuelles du pays), le Royaume-Uni aurait besoin de près d'une centaine de licences en tout pour tenir son engagement d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050.

## Environnement

### La Chambre des Lords critique à nouveau le gouvernement sur sa gestion de la crise des « eaux usées »

Dans une [lettre](#) ouverte adressée à la ministre chargée de l'environnement, Therese Coffey, la Commission de l'industrie et de la régulation de la Chambre des Lords dénonce un « *manque de leadership et une négligence profonde* » du gouvernement dans sa gestion de la crise des eaux usées. A la suite de la publication de son rapport « *The affluent and the effluent: cleaning up the failures of water regulation* » en mars 2023, la Commission a réalisé cinq nouvelles auditions pour assurer le suivi de ses recommandations et tenir compte des récents développements au sujet de la régulation du secteur de l'eau (plan sur l'eau du gouvernement d'avril 2023, excuses de *Water UK* en mai 2023 suivies de la publication d'un plan de transformation du secteur). D'une façon générale, s'ils reconnaissent certains progrès depuis mars 2023 sur les différents sujets soulevés par le rapport, les Lords pressent le gouvernement de faire davantage. Ils enjoignent notamment au gouvernement de préciser sa stratégie pour attirer de nouveaux investissements dans le secteur et sa méthode pour s'assurer que tous les coûts engendrés par la modernisation des infrastructures ne seront pas supportés par les consommateurs.

## L'application de la nouvelle règle du « gain net de biodiversité » dans la promotion immobilière devrait permettre de rendre à la nature 15 000 hectares par an

Selon une étude de [Joe's Blooms](#), un prestataire de services du secteur immobilier, l'application de la règle dite du « gain net de biodiversité » (« *Biodiversity Net Gain* »), qui s'appliquera aux promoteurs de nouveaux projets immobiliers devrait permettre de rendre à la nature 15 000 hectares de terrain chaque année. Cette règle prévoit en effet que les promoteurs mettent en œuvre des mesures compensatoires à l'impact environnemental de leurs nouveaux projets immobiliers de façon à accroître de 10 % biodiversité dans les environs. Les régions du Sud Est et de l'Est de l'Angleterre devraient être les plus concernées.

## Industrie

**Flash** – Tungsten West, entreprise minière qui projette d'exploiter l'un des principaux gisements mondiaux de tungstène dans le Devon, annonce faire face à un risque d'insolvabilité. Les investisseurs conditionnent en effet tout financement supplémentaire à l'obtention de certains permis, qui pourrait ne pas avoir lieu avant la fin 2023.

**Flash** – Selon le [rapport trimestriel](#) de *Make UK*, syndicat représentant l'industrie manufacturière, la confiance des entreprises industrielles en leur propre avenir est en légère hausse par rapport au trimestre précédent (+0,1), pour s'établir à 6,6/10. Leur confiance en l'économie britannique est en revanche en baisse (-0,2) après deux trimestres consécutifs de forte hausse.

## Le gouvernement accorde une subvention de 500M£ à Tata Steel pour la modernisation du site de Port Talbot

Tata Steel [a confirmé le 15 septembre](#) être parvenu à un accord avec le gouvernement britannique pour une subvention de 500M£ (sur un investissement total d'1,25 Md£) afin de moderniser les haut-fourneaux de Port Talbot, au Pays de Galles, dont la pérennité était jusqu'alors incertaine. L'investissement visera à remplacer les fourneaux au charbon par des fourneaux électriques. Cette transition pourrait toutefois, selon les syndicats, occasionner la perte de 4 000 emplois sur le site (notamment des emplois liés à l'approvisionnement en charbon).

## Les constructeurs automobiles appellent à la mise en place d'incitations fiscales à l'achat de véhicules électriques par des particuliers

Les constructeurs automobiles, représentés par le syndicat SMMT, [appellent](#) à une réduction de la TVA sur les véhicules électriques et à l'abandon de l'augmentation des droits d'accise sur les véhicules électriques prévue en 2025. Ils constatent en effet une stagnation de la demande des particuliers pour les véhicules électriques depuis la suppression des aides à l'acquisition d'un véhicule électrique en 2022.

## Transports

**Flash** – Le syndicat RMT [appelle](#) à la grève des salariés des stations de métro londoniennes les 4 et 6 octobre, ce qui pourrait interrompre le trafic sur l'ensemble du réseau. RMT s'inquiète de mesures d'économies qui pourraient conduire à des destructions d'emplois ainsi que de conditions de travail jugées de plus en plus difficiles.

### Le gouvernement envisage de réduire la longueur du projet de ligne à grande vitesse HS2

Le Premier ministre Rishi Sunak et le Chancelier de l'Echiquier Jeremy Hunt envisagent la suppression des tronçons Birmingham-Manchester et Euston-Old Oak Common (du centre à la banlieue ouest de Londres) sur le projet de ligne ferroviaire à grande vitesse HS2 afin d'en contenir le coût. Le Financial Times estime en effet désormais le coût du projet entre 67 et 91 Md£, contre 26 Md£ prévus en 2012. Plusieurs députés conservateurs, dont le président de la commission des transports, se sont publiquement inquiétés des risques socio-économiques que cela poserait en remettant notamment en cause la politique de « levelling up » (correction des inégalités territoriales) initiée par le gouvernement de Boris Johnson.

### Le gouvernement signe un contrat à long-terme avec Avanti pour l'exploitation de trains intercitys

L'opérateur ferroviaire *Avanti*, coentreprise entre *First Group* et *Trenitalia*, a remporté le 19 septembre un contrat à long-terme (jusqu'à neuf ans) avec le gouvernement pour poursuivre l'exploitation de services intercitys vers le Nord-Ouest du Royaume-Uni. Le gouvernement s'était jusqu'à présent contenté d'octroyer des prolongations de six mois au contrat d'Avanti en raison d'une fiabilité et d'une qualité de ses services jugées trop faibles. Le *Department for Transport* a [jugé satisfaisants](#) les efforts d'Avanti dans le sens d'une meilleure ponctualité, mais plusieurs députés travaillistes, dont la *Shadow Transport Secretary*, ont exprimé des craintes à cet égard.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres  
Rédacteurs : Tiédel Sow (Transports, Industrie) JérémY Mast  
(Energie, Environnement, Climat), revue par  
Karine Maillard

Pour s'abonner : [indresidgtresor.gouv.fr](http://indresidgtresor.gouv.fr)